



N° 1 / 13 DÉCEMBRE 2010

INSTITUTIONNEL

Vers un modèle confédéral

Qu'on adhère ou non à cette évolution, l'approfondissement du fédéralisme qui s'annonce fera tôt ou tard ressembler la Belgique à une confédération. Ce nouveau visage n'offre pas que des désavantages.

Un constitutionnaliste humaniste et belgicain a beau avoir taxé la confédération de «fédération de con», c'est bel et bien vers ce modèle que nous nous dirigeons. Même s'il y a peu d'exemples de confédération durable (les Etats confédérés américains se sont mués en Etat fédéral; la Confédération helvétique n'en est pas une...).

Peu importe que l'on parle de «fédéralisme poussé» ou de «co-fédération», l'Etat fédéral belge ne conservera, d'ici une ou deux législatures que peu de choses. Une ou deux compétences régaliennes (la Défense) et quelques symboles (le dra-

peau, la monarchie et l'équipe nationale de football). Entre-temps, les Régions et/ou les Communautés auront absorbé l'essentiel des compétences et des budgets aujourd'hui encore gérés au 16 rue de la Loi.

Faut-il s'en attrister? Le pragmatisme commande de faire contre mauvaise fortune bon cœur. Nous francophones, n'étions pas demandeurs. Mais le mouvement flamand au sens large, l'incurie des dirigeants politiques wallons et un brin de naïveté francophone depuis 30 ans ont fait le reste.

Le modèle quasi-confédéral peut nous apporter une série d'avantages: conserver la «mar-

que» Belgique qui a encore un peu la cote à l'étranger, maintenir l'attraction de Bruxelles, capitale de l'Europe (notre enfant commun) et pérenniser une certaine solidarité interpersonnelle en attendant qu'enfin, la Wallonie puisse s'en passer.

Pour ce faire, il faudra plus qu'un Plan appelé fort abusivement «Marshall» et ses deux ou trois milliers d'emplois créés. Il faudra notamment doubler le nombre d'entreprises. Les 95.000 chômeurs bruxellois et les 274.000 chômeurs wallons le méritent.

► ALEXANDRE GUERMANT

PÉDOPHILIE

Abus sexuels : immobilisme à tous les niveaux

Dans l'affaire de pédophilie qui secoue l'église catholique, l'enquête ne fait que commencer. Aujourd'hui les langues se délient pour dénoncer certaines entraves. L'affaire de l'abbé Antoine révélée dans *Le Soir* en juillet a relancé la polémique. Du côté des victimes, on dénonce l'immobilisme au sein de l'église, de la police et de la justice.

Interrogé par nos soins, l'abbé Antoine (nom d'emprunt) confirme: «Il y a toujours obstruction. En 2000, j'ai dénoncé les attouchements commis à mon égard par l'abbé Joseph (nom d'emprunt). Depuis, je suis devenu une bête noire. A trois reprises, on a voulu me mettre en relation avec ce pré-

tre».

Face à l'absence de réaction des autorités ecclésiasti-

ques, l'abbé Antoine finit par déposer plainte à la police. Sa hiérarchie lui impose un suivi psychiatrique dont le rapport, communiqué à l'église, ne lui parviendra jamais. Il est ensuite présenté par Monseigneur Hapigny comme «quelqu'un de torturé». Son abuseur, quant à lui, parle d'un enfant «en manque d'affection» et qui «a du mal à s'intégrer dans la société actuelle». Au final, c'est la victime qu'on fait passer pour malade et l'abuseur pour victime.

Instituées par l'Eglise, les Commissions Halsberghe et Adriaenssens ont montré leurs limites. Les entraves persistantes ont considérablement porté atteinte aux ambitions de ceux qui voulaient voir éclater la vérité. Pour le député Laurent Louis (PP), qui participe aux travaux de la Commission par-

lementaire Abus sexuels, «on constate les mêmes errements que dans l'affaire Dutroux. Malgré les progrès réalisés ces dernières années en matière d'accueil des victimes, notre Justice semble redevenir inefficace quand il s'agit de poursuivre des abuseurs au sein de l'Eglise ou de toucher à des personnalités importantes».

Auditionné par la Commission, l'avocat Pierre Chomé estime que l'«on assiste, après l'électrochoc de l'affaire Dutroux, à un retour aux bonnes vieilles habitudes de la Justice qui se réfère sur elle-même et réitère les erreurs du passé». La présidente de la Commission, Karine Lalieux (PS), n'a pas souhaité réagir à ces déclarations.

Après avoir accumulé les pressions et les menaces, l'abbé

ÉDITORIAL

Le Peuple (re)prend la parole



MISCHAËL MODRIKAMEN
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Le 13 décembre 1885 paraissait le 1er numéro du *Peuple*. Je vous en livre les premières lignes, que nous pouvons, 125 ans plus tard, revendiquer pleinement au moment où nous lui redonnons la parole:

«Notre titre l'indique, c'est au nom de la grande foule anonyme que nous allons batailler, ferme et fort. Il faut à la masse une feuille parlant son rude et mâle langage, attaquant sans crainte les oppresseurs, mettant à nu les turpitudes et les exactions d'en haut et les souffrances d'en bas. Nous serons cette feuille. Organe populaire sorti des entrailles mêmes de la démocratie militante, *Le Peuple* a une grande œuvre à accomplir: défendre les siens. Il ne faillira pas à sa tâche».

Notre mission aujourd'hui, à l'aube du 21ème siècle: favoriser le débat, contrer le politiquement correct qui sclérose notre société et la vie démocratique.

Si les problèmes ne sont plus nommés, comment prétendre les résoudre? Taxation excessive des salaires, déclin de l'activité économique, complexité inutile de l'Etat, inflation des textes de lois, impunité des délinquants, immigration incontrôlée, montée en puissance d'un islam militant, nivellement de l'enseignement et abandon de nos valeurs suite au relativisme ambiant.

Ces maux trop longtemps occultés entraînent un sentiment d'abandon croissant pour nos concitoyens.

Le Peuple sera donc aussi un journal de combat.

Proche des idéaux du Parti Populaire, il en est néanmoins indépendant, édité par une Fondation. Car identifier avec clarté les problèmes, décoder les enjeux est une chose mais l'action est indispensable. Il faut agir en homme de pensée et penser en homme d'action, enseignait le philosophe Alain.

Notre Pays a de tout temps été une terre de tolérance réciproque, de prospérité, de respect mutuel. Il faut se battre pour conserver ces acquis, qui ne sont jamais définitifs.

C'est pour défendre ces valeurs, ces convictions fortes que *Le Peuple* (re)prend la parole.

► SOPHIE COLIGNON



Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso dans *La Libre Belgique* à propos de la crise politique belge: «Un gouvernement stable et avec plein pouvoir peut prendre les décisions stratégiques qu'un gouvernement en affaires courantes ne peut pas prendre. J'espère que la Belgique va pouvoir trouver une solution dans un délai raisonnable.»

INTERVIEW

«Le laxisme de la gauche est la première source de racisme»

Elu de l'UDC, parti politique suisse membre de la coalition gouvernementale, Oskar Freysinger s'est fait connaître au-delà des frontières helvétiques avec le référendum sur la fin des constructions de minarets en Suisse. Interview exclusive pour *Le Peuple*.

Où se situe l'UDC sur l'échiquier politique? Comment expliquez-vous son succès?

L'UDC est un parti de droite conservateur. Les clés du succès sont les suivantes: des messages clairs, un travail inlassable, une bonne communication et l'absence de tabous.

La «votation» suisse, c'est-à-dire le référendum, ça fonctionne comment?

On rassemble 100.000 signatures pour une initiative et le peuple se prononce. Dans le cas d'un référendum contre une loi élaborée par le parlement, 50.000 signatures suffisent. Le peuple étant souverain, les politiques doivent appliquer ce qu'il a décidé en votation.

Mais la majorité a-t-elle pour autant toujours raison?

Oui, même si elle a tort. Le suffrage universel n'est pas parfait, mais c'est le meilleur des systèmes possibles. Tous les autres sont bien plus arbitraires.

Le référendum ne mobilise-t-il pas essentiellement les contestataires?

Oui, parce que celui qui est satisfait ne recherche pas le changement. Ne risque-

t-on pas dès lors de voir une minorité active imposer sa volonté à une majorité silencieuse?

Difficile. D'autant plus qu'il faut la majorité du peuple et des cantons pour une initiative. Et le peuple suisse a une longue tradition et une grande expérience de la démocratie directe.

Ne court-on pas le risque de manquer de recul sur certaines questions?

Non, car le débat a lieu à plusieurs niveaux: gouvernement, parlement, médias et peuple. De plus, la Suisse apporte le plus grand soin à informer et éclairer les votants sur les sujets pour lesquels ils sont invités à trancher.

Certains médias européens qualifient votre parti, l'UDC, et vos propositions de «populistes». Qu'auriez-vous envie de leur répondre?

Lorsque le peuple est le souverain et que les politiques doivent convaincre les gens, il est difficile de ne pas être «populiste». Si être «populiste» signifie être clair et compris de tous, alors nous sommes «populistes».

En Belgique, la votation sur les minarets a été présentée comme un vote anti-islam. A-t-on raison de l'entendre ainsi?

C'est un vote qui trace une limite à la pratique religieuse dogmatique uniquement. Une sorte de ligne blanche à ne pas franchir a été tracée. Ça n'empêche pas la pratique religieuse, mais ça évite une emprise d'un dogme politique et religieux sur la sphère publique.

Il en va de même concernant la votation portant sur l'expulsion des criminels étrangers. Très concrètement, cette loi permettra-t-elle d'expulser tout délin-

quant étranger, quelle que soit la nature du délit?

Non, il ne s'agit uniquement des gens condamnés pour des crimes d'une certaine gravité: trois ans de prison ferme au moins. Pour ce qui est de l'abus des assurances sociales, des négociations devront avoir lieu pour déterminer la limite à partir de laquelle l'expulsion sera prononcée.

Ne pensez-vous pas que ces votations portent en elles le risque de stigmatiser l'ensemble des étrangers? Que faites-vous pour prévenir ce risque?

Non, nous voulons simplement nous libérer d'un facteur d'insécurité importé. Plus nous ferons baisser la criminalité étrangère sur notre territoire et moins il y aura d'amalgames et donc de xénophobie. Le laxisme de la gauche est la première source de racisme.

Avez-vous d'autres projets à soumettre prochainement à la votation?

Oui, une initiative sur un allègement fiscal accordé aux familles et une autre sur l'élection du Conseil fédéral par le peuple.

Personnellement, quelles sont les figures historiques qui vous ont inspiré dans votre engagement politique?

Aucune. Les politiciens sont rarement des exemples. Lorsqu'on creuse un peu, il y a toujours des cadavres qui ressortent. Je préfère m'inspirer de poètes ou de philosophes.

► PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER BAUM

POST SCRIPTUM | En Belgique, le Parti Populaire a lancé une pétition en faveur de l'instauration du référendum d'initiative populaire (8836.lapetition.be).



ENTRE LES LIGNES

Le GIEC est mort, vive la science !

Mark Eyskens a raison de saluer le dernier opus de Drieu Godefridi par ces mots: «Cet essai constitue un brillant exercice d'hygiène mentale et de salubrité publique».

Car avec *Le GIEC est mort, vive la science!* (Editions Textus) le juriste-philosophe qui préside l'Institut Hayek rompt salutairement le «cordon sanitaire» dressé par les réchauffistes autour des adversaires du Groupement d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Original. A aucun moment,

l'auteur ne remet en question le dogme climatique. Il préfère se déclarer incompetent. Il évite ainsi soigneusement ce qu'il appelle «les gribouillages» de Claude Allègre pour s'en tenir au droit et à la philosophie.

Sa thèse? «*Le GIEC est majoritairement composé non de climatologues, pas même de scientifiques (...) mais de diplomates désignés par les gouvernements. (...) Force est de conclure que le GIEC est non seulement la voix de la science mais également la*

voix de la diplomatie mondiale, et tout cela en même temps».

Pire. Les scientifiques (bénévoles...) sélectionnés par le GIEC n'ont de pouvoirs que consultatifs, le dernier mot revenant à l'assemblée plénière (le «panel») aux ordres des politiciens. Godefridi dénonce en outre la prétention officiellement déclarée du GIEC à embrasser l'ensemble des sciences exactes et humaines. Ce qui en fait, en gros, une totale imposture.

Les médias? «Avec le GIEC,

on entre dans une nouvelle ère de la désinformation qui se révèle parfaitement compatible avec le degré le plus grand de liberté d'opinion, d'expression de la presse». Le GIEC, «*c'est la promesse d'un sensationnalisme sans cesse renouvelé et jamais vulgaire, parce que scientifique*».

Bon prince, l'auteur propose la mise en place d'un GIEC bis, uniquement composé de scientifiques. Il éclairerait en tout transparence la gouvernance planétaire.

► PHILIPPE CAUWE



ÉCHO(STIQUE)

Elections au MR

Les candidats à la succession de Didier Reynders pressent le pas. Ils ne veulent plus que soit liée la prochaine élection interne au parti aux actuelles négociations politiques en vue de former un gouvernement. C'est donc décidé, le nouveau président du Mouvement Réformateur sera connu d'ici la Saint-Valentin. Il est à prévoir d'autres échanges que des câlins d'ici la fête des amoureux.

Humour noir version Vlaams Belang

Pour s'être réjoui sur Facebook («Mettez le champagne au frais!») du cancer de Marie-Rose Morel, ex-parlementaire du parti d'extrême droite flamand, l'expert du Vlaams Belang en matière de sécurité Bart Debie a été viré du parti. Ce dernier a contre-attaqué en déposant une plainte avec constitution de partie civile pour licenciement abusif. Chez les flamingants aussi, les loups se mangent entre eux.

Moureaux sur le départ

Le socialiste Philippe Moureaux a passé le relais de la présidence de la fédération bruxelloise du PS à Rudy Vervoort. Son départ met fin à une particularité locale, celle d'être la seule fédération dotée d'un président (élu) nommé à vie. Philippe Moureaux ne se retire pas pour autant de la vie politique puisque qu'il conserve son poste de vice-président du PS et reste bourgmestre de Molenbeek.

Dubié claque la porte

L'ex-sénateur Josy Dubié a démissionné du parti Ecolo, excédé qu'il était par «les dérives 'libérales libertaires'» (sic) et «les fougades monarchistes et calotines» du co-président des verts, Jean-Michel Javaux. A lire celui qui, une trentaine d'années durant, fut journaliste pour l'International(e) à la RTBF, on comprend mieux la vision du monde distillée par la Tour Reyers depuis les années 70.



ENSEIGNEMENT

Sale temps pour La Brise

L'annonce de la fermeture de l'Athénée Royal de La Brise à Watermael-Boitsfort a suscité une vive polémique. Une pétition a été lancée afin d'empêcher la fermeture de l'Athénée. En toile de fond, la gestion calamiteuse de l'enseignement par la Communauté française.

Si le mouvement de grogne est si fort, c'est parce que le gouvernement de la Communauté française a pris cette décision sans aucune concertation préalable, ni avec l'école, ni avec la commune.

Les raisons de cette décision? Le seuil des 400 élèves non atteint et le coût élevé des travaux de rénovation (15 millions d'euros).

Pourtant, La Brise est non seulement le seul établissement d'enseignement secondaire non confessionnel de la commune mais aussi la seule école officielle de la région bruxelloise à offrir une section technique de transition en «Audio-visuel».

En cas de fermeture, pas moins de 328 élèves se retrouveront en attente d'inscription. N'est-ce pas hasardeux quand on connaît les difficultés rencontrées par les parents d'élèves depuis l'adoption du décret Ins-

criptions? Sans compter le manque de places dans les autres écoles de Watermael-Boitsfort, tous réseaux confondus. Quant aux élèves souhaitant poursuivre leur formation en audio-visuel, ils devront se rendre à Arlon!

On peut également se demander ce qui justifie la fermeture d'une école dans une commune où l'on construit 350 logements? Du côté du FDF, on suspecte l'existence d'un projet immobilier sous-jacent. Le CDH et Ecolo se renvoient dos à dos la responsabilité du dossier. Au PP, on dénonce la fermeture d'une école de qualité qui reflète la mal gouvernance de la majorité de l'Olivier.

Finalement, un moratoire a été accordé. Une décision devrait être prise d'ici mai 2011.

Entre les décrets «Inscriptions», «Mixité» et «Robin des Bois», les différents ministres de l'Enseignement obligatoire ont eu l'art de mettre la pagaille dans nos écoles.

Fermer l'Athénée Royal de La Brise? A cela, un internaute répond sur le forum du *Soir*: «Et si on 'fermait' plutôt la Communauté française...».

► KAROLINE ANDERSEN

DÉCRYPTAGE

Qu'est-ce que la «raison» vient faire là-dedans ?



JOËL RUBINFELD
RÉDACTEUR EN CHEF

Il est des mots dont l'usage laisse parfois dubitatif. C'est le cas par exemple avec la Corée du Nord (RPDC), le Congo (RDC) ou l'ex-Allemagne de l'Est (RDA) dont le «D» signifie «Démocratique».

Dernièrement, c'est chez nous qu'a débarqué un enième avatar de pareil contresens, sous les traits des «accommodements raisonnables».

Raisonnables, vous avez dit «raisonnables»?

En consultant le rapport des Assises de l'interculturalité*, nouvelle bible de ces «accommodements (dé)raisonnables», on prend vite la mesure de la duperie.

D'entrée de jeu, les rédacteurs du rapport précisent que, s'ils s'appuient sur «l'égalité entre citoyens, la lutte contre le racisme et la xénophobie, et l'égalité de l'homme et de la femme» pour réaliser leurs travaux, ces grands principes ne sont toutefois «pas absolus, (...) ce qui parfois entraîne la nécessité d'une mise en balance». Ah bon?

Véritable ode au relativisme, ce document de 120 pages remet en question les percées démocratiques que sont la laïcité et l'égalité homme-femme en se faisant l'ardent défenseur de la reconquête de la sphère publique par la chose religieuse - islamique dans le cas présent.

Et pour tenter de faire passer la pilule, les auteurs du rapport élargissent leurs demandes aux autres religions.

C'est ainsi qu'ils nous parlent de nourriture «*kasher*» pour glisser celle «*halal*», évoquent les «*courants évan-*

géliques» et les «*Eglises du réveil*» pour promouvoir les doléances de «*personnes de confession musulmane*», et citent le «*turban*» et la «*kip-pa*» pour plaider le «*port du foulard islamique*». Il est vrai que les sikhs, les juifs et les chrétiens évangéliques sont particulièrement revendicatifs en la matière...

En définitive, les conclusions de ces Assises sponsorisées par la ministre Joëlle Milquet mettent à mal des acquis progressistes conquis de longue lutte. Et contrairement à ce que prétendent les auteurs du rapport, leurs recommandations ne consolident pas la cohésion nationale, elles l'hypothèquent.

Vieille recette, somme toute. En son temps, Platon ne disait-il pas déjà que «*la perversion de la cité commence par la fraude des mots*»?

* Le rapport des Assises de l'interculturalité, rendu public le 8 novembre 2010, est disponible sur le site www.interculturalite.be

SOCIÉTÉ

La Belgique, cet eldorado sans or ni pétrole

En matière d'asile, c'est le premier pays traversé qui doit accueillir le demandeur. Pourquoi dès lors tant de demandeurs irakiens et afghans alors que nous ne partageons ni frontières ni histoire communes avec ces pays?

Tout simplement parce que notre pays est vanté *urbi et orbi* comme étant le plus souple en matière d'asile. Et, malgré les atermoiements de plusieurs partis francophones, l'accueil de ces migrants est réputé meilleur chez nous que dans d'autres pays membres de l'Union européenne.

Certaines voix se lèvent pour critiquer le traitement des étrangers en matière d'aide sociale comparativement aux Belges de souche. Pourtant, et contrairement au traitement des dossiers «belgo-belges»,

le droit à l'aide s'ouvre d'emblée les concernant. Des appartements sociaux sont par exemple laissés libres pour les accueillir, malgré les besoins de la demande locale.

Avec le «droit au logement» et l'accompagnement financier, nous réunissons les conditions pour faire venir à nous les demandeurs d'asile économiques. Ces derniers ne sont pas persécutés au sens de la convention de Genève mais viennent pour améliorer leurs conditions de vie. La nuance est là.

D'après les chiffres de l'Office des étrangers et de Fedasil, ce sont plus de 80% des demandeurs d'asile qui sont dans ces conditions. Nous sommes donc très loin des Rimbaud, Rushdie, Zola et de tous les David et Rachel qui,

en des temps différents, ont fui la persécution.

Du moins, trop peu le sont pour que nous ne puissions pas remettre en cause notre politique d'accueil. Tout en gardant une politique ouverte, humaine et responsable, nous ne pouvons persévérer dans la voie actuelle.

En Belgique, la situation est telle que les demandeurs d'asile déboutés voient parfois de nombreuses années s'écouler avant d'épuiser tous les recours existants. De quoi attendre la prochaine régularisation.

Nous ne manquerions pas de coeur en ouvrant nos bras à ceux qui souffrent réellement et en les fermant à ceux qui abusent de notre générosité.

► SAMUEL LEMAIRE

«LE PEUPLE» EST UNE PUBLICATION DE LA FONDATION POUR LE PEUPLE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET ÉDITEUR RESPONSABLE
Mischaël MODRIKAMEN

RÉDACTEUR EN CHEF
Joël RUBINFELD

RÉDACTION

Tél. 02 345 98 82
redaction@lepeuple.be

168 rue Franz Merjay, 1050 Bruxelles

TIRAGE : 125.000 exemplaires

Imprimé sur du papier respectueux de l'environnement. Ne pas jeter sur la voie publique.



Recep Tayyip Erdogan, Premier ministre turc et leader du parti islamiste AKP, s'est vu décerner le «Prix Kadhafi des droits de l'homme». Il rejoint ainsi les autres lauréats du prix libyen parmi lesquels on retrouve le cubain Fidel Castro, le prédicateur raciste Louis Farrakhan, le vénézuélien Hugo Chávez et le négationniste Roger Garaudy.

CHRONIQUE INTERNATIONALE

Iran : un petit répit seulement

Tout occupé à faire pression sur Israël pour sortir le conflit israélo-arabe de l'impasse, l'Occident tolère en revanche de l'Iran qu'il menace ouvertement l'Etat juif d'éradication et son peuple d'un nouveau génocide.

De même, il paraît ne pas s'inquiéter de son flirt avec le régime islamo-conservateur de l'AKP en Turquie, membre de l'OTAN et candidat à l'Union européenne, grâce auquel il étend et consolide son influence au Proche et Moyen-Orient.

Déjà parrain des groupes terroristes du Hamas dans la bande de Gaza et du Hezbollah au Liban, le régime des mollahs y agite à présent la menace d'une nouvelle guerre civile si le Tribunal Spécial de l'ONU accusait ses porte-flingues des «fous de Dieu» du meurtre du Premier ministre Rafic Hariri en 2005.

Cet *Anschluss* du Liban offre dé-

sormais à l'Iran et à son vassal syrien un accès sur la Méditerranée lourd de menaces pour l'Europe aussi, dont la «république» islamique moque la prétention à garantir la stabilité, l'intégrité et la souveraineté.

Un tableau inquiétant que la faiblesse des démocraties occidentales, décidément ignorantes des enseignements du passé, contribue coupablement à assombrir en laissant aux ayatollahs assez de latitude pour poursuivre leurs ambitions nucléaires à des fins militaires et achever ainsi de sanctuariser leur territoire.

Une lueur d'espoir permet néanmoins de ne pas désespérer complètement.

Selon les spécialistes informatiques, les dégâts causés à la filière nucléaire iranienne par le virus Stuxnet auraient eu, à les en croire, le même effet dévastateur que ceux provoqués par une attaque aérienne réussie de

grande envergure.

Combinée aux sabotages, aux éliminations de savants atomiques iraniens, à la destruction de la base de missiles balistiques d'Imam Ali et aux sanctions économiques et financières, cette cyber-attaque est loin toutefois de siffler la fin de la récréation pour les fanatiques enturbannés.

Mais elle donne aux démocraties paralysées par l'obsession du dialogue un peu de temps avant de se résoudre enfin à recourir à des solutions plus radicales dans l'hypothèse, probable hélas, où ces fous furieux n'avaient pas bien reçu le message.

Les révélations dans l'affaire WikiLeaks fin novembre attestent combien sont nombreux ceux qui plaident pour leur application. Les demandes pressantes faites auprès de l'administration américaine par les régimes sunnites de les débarrasser de la perspective d'un

Iran nucléarisé enseignant que seul l'hégémonisme chiite les inquiète.

ISAAC FRANCO



ÉCONOMIE

L'euro a-t-il encore la cote ?

L'euro tremble mais résiste, jusqu'à présent. La monnaie unique avait suscité l'enthousiasme lors de son lancement à l'aube de l'année 2002. Neuf ans et quelques crises plus tard, elle est menacée. Avec une question qui taraude tous les esprits: va-t-on revenir aux monnaies nationales? En d'autres termes, les francs belges estampillés des visages de nos souverains vont-ils réapparaître dans les porte-monnaie?

Les crises grecque et irlandaise ont témoigné de la fébrilité d'une monnaie commune quand elle n'est assortie d'aucune politique économique, budgétaire et fiscale concertée. Une telle harmonisa-

tion n'a pourtant rien d'évident quand les réalités économiques des différents pays de la zone divergent et lorsque certaines contrées, Allemagne en tête, se portent mieux que d'autres.

L'euro doit sa survie à l'europhilie affichée de dirigeants qui n'entendent pas abandonner le symbole de l'entente européenne. Mais les intérêts des Etats membres plongés en pleine crise pourraient-ils en inciter certains à revenir à leurs monnaies nationales? Les francs, marks, florins et livres pourraient donc à nouveau tinter au fond de nos poches un de ces jours.

GREGORY VANDEN BRUEL

WIKILEAKS

La diplomatie, sans les gants

L'écrivain américain Alexander Woolcott disait que «*les diplomates sont des bébés en chapeaux de soie jouant avec de la dynamite*». Des bébés, souvent capricieux, prêts à utiliser n'importe quelle arme, à commencer par le verbe, pour décrire les relations internationales et ses protagonistes.

Nous en parlons au passé, mais les choses n'ont guère changé aujourd'hui. Il suffit pour s'en rendre compte de passer en revue quelques-unes des petites phrases contenues dans les 250.000 notes diplomatiques américaines diffusées par le site WikiLeaks et qui sèment le trouble dans les chancelleries du monde entier. Le français Sarkozy qualifié de «*susceptible et autoritaire*», le libyen Kadhafi d'«*excentrique*» et «*hypocondriaque*», le vénézuélien Chávez de «*fou*» en train de transformer son pays en un «*autre Zimbabwe*», le britannique Cameron «*manquant de profondeur*», les russes Poutine et Medvedev comparés à Batman et Robin, l'argentine Kirchner jugée si «*folle*» que la Secrétaire

d'Etat Hillary Clinton aurait demandé que l'on analyse son état de santé mentale, ou encore l'italien Berlusconi, décrit comme «*faible physiquement et politiquement*» à cause de ses frasques nocturnes.

Aucun sujet n'échappe à l'attention des Américains, surtout les plus délicats. Comme la possible implication des Chinois dans le transfert d'éléments de missiles nord-coréens à l'Iran. Ou encore les inquiétudes des pays arabes du Moyen-Orient et les pressions exercées par ceux-ci, bien plus fortes que celles exercées par Israël, sur l'administration américaine pour frapper le régime des mollahs avant qu'il ne se dote de l'arme nucléaire. «*Il faut couper la tête du serpent*» résumait ainsi le roi saoudien Abdallah.

Certes, les secrets d'Etat les plus sensibles ne figu-

rent pas (encore?) parmi les derniers documents publiés par WikiLeaks. Mais depuis la révolution informatique et la naissance de nouveaux moyens de communication, la diplomatie, l'«art patriotique de mentir pour le bien de son propre pays», a décidément bien changé.

C'est l'image toute entière d'un métier, auparavant pratiqué tout en finesse, avec des gants de soie, qui en est bouleversée. Le tsunami WikiLeaks aura peut-être donné le coup de grâce à la diplomatie traditionnelle.

Une crise irréfutable qui poussera les gouvernements des cinq continents à sérieusement redéfinir les modalités de transmission des documents secrets, pour la sauvegarde de leur sécurité nationale.

CORRADO ALFANO

MORCEAUX CHOISIS DU CABLEGATE



«La démocratie russe a disparu. (...) Le gouvernement est une oligarchie dirigée par les services de sécurité.» (Robert Gates, secrétaire à la Défense américain)

«Le dialogue avec l'Iran ne mènera nulle part. (...) Bombardez l'Iran ou vivez avec un Iran nucléaire. Les sanctions, les carottes, les incitations, n'ont pas d'importance.» (Zeid Rifai, président du Parlement jordanien)

«La prise d'otages pour le chantage politique (...) est une tactique iranienne familière.» (François Richier, conseiller de l'Elysée pour les affaires stratégiques)

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan «*hait tout simplement Israël*», ses diatribes anti-israéliennes sont avant tout «*émotionnelles, car il est un islamiste*.» (Diplomates américains en poste à Ankara)

«Le piratage de Google s'inscrivait dans le cadre d'une campagne de sabotage informatique organisée par des fonctionnaires, des experts privés des questions de sécurité et des pirates de l'Internet recrutés par le gouvernement chinois.» (Note de l'ambassade des Etats-Unis à Pékin)

Ahmed Walid Karzaï, frère du président afghan Hamid Karzaï, est «*largement corrompu et impliqué dans le trafic de drogue*.» (Diplomates américains en poste à Kaboul)

WIKILEAKS EN QUELQUES CHIFFRES

2006 Lancé en décembre 2006 par l'Australien Jullian Assange, le site WikiLeaks a depuis révélé de nombreux documents confidentiels, principalement concernant les Etats-Unis.

250.000 Dernière livraison en date, le Cablegate porte sur 250.000 télégrammes diplomatiques du département d'Etat à Washington et de 270 ambassades et consulats américains dans le monde.

5 Le Cablegate a été dévoilé le 28 novembre 2010 par 5 quotidiens internationaux: *The New York Times* (USA), *Le Monde* (France), *The Guardian* (GB), *Der Spiegel* (Allemagne) et *El Pais* (Espagne).